

CAHIERS DU LAB.RII

– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°168

Novembre 2007



**LES EXPÉRIENCES
ÉCONOMIQUES
SOCIALISTES ET DE LA
TRANSITION
DES ANALYSES
INACHEVÉES**

Eric Thosun MANDRARA

LES EXPÉRIENCES ÉCONOMIQUES SOCIALISTES ET DE LA TRANSITION DES ANALYSES INACHEVÉES

THE SOCIALIST ECONOMIC EXPERIENCES OF TRANSITION UNCOMPLETED ANALYSIS

Eric Thosun MANDRARA

Résumé – La domination d’une théorie classique – à définir et à connaître – a faussé la représentation de l’économie de référence, « capitaliste », a entaché l’élaboration théorique du socialisme, la construction du socialisme, la conception et la pratique des réformes. L’économie de référence n’est pas d’abord caractérisée par le capital ni le marché, mais la création monétaire, associée à un vaste système impliquant des réalités qui échappent à la connaissance classique. Le dynamisme réalisé par l’expérience socialiste n’est pas explicable à titre principal par la planification, mais aussi d’abord par la création monétaire, dans un système qui n’avait toutefois pas mieux répondu aux enchaînements de cette nécessité. Les régimes socialistes (ou ex) réussiraient leur transformation, à condition d’affirmer une connaissance économique exacte, non-classique. Ils entreraient alors aussi sainement dans la vie démocratique à alternances électorales, qui suppose des dirigeants délivrés de la hantise que la population soit décalée de leur vérité. Le succès d’une réforme correcte des expériences socialistes obligerait à son tour le « capitalisme » à se révolutionner. Car le régime dominant arrive à mettre ses maux dans la pénombre tant que les autres tentatives de développement restent sous ses épaules.

Abstract – The dominance of a classic theory - to define and to know - distorted the representation of the reference economy, "capitalist", blemished the theoretical development of the socialism, the construction of the socialism, the conception and the practice of reforms. The economy of reference is not first characterized by capital nor market, but monetary creation, associated to a vast system implying realities that escape the classic knowledge. The dynamism achieved by the socialist experience is not explainable to main title by the quinquennial plans, but as first by the monetary creation, in a system that didn't have however better answered to sequences of this necessity. The socialist regimes (or ex) would succeed their transformation, under the condition to affirm a right economic knowledge, non classic. They would enter then as healthily in the democratic life with elective alternations that supposes leaders delivered from obsession that the population is baffled of their truth. The success of a correct reform of the socialist experiences would inversely oblige the " capitalism " to revolutionize itself. Because the dominant regime can manage to put its pains behind the darkness as long as the other tentatives of development remain under its shoulders

**LES EXPÉRIENCES ÉCONOMIQUES SOCIALISTES ET DE LA TRANSITION
DES ANALYSES INACHEVÉES**

**THE SOCIALIST ECONOMIC EXPERIENCES OF TRANSITION
UNCOMPLETED ANALYSIS**

Eric Thosun MANDRARA

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. LES ANALYSES DOMINANTES ET LEUR NATURE CLASSIQUE	4
1.1. La réalité et la théorie classique	6
1.2. La dominance classique et ses caractères	8
2. LES RÉALITÉS QUI ÉCHAPPENT À LA CONNAISSANCE CLASSIQUE	9
2.1. La révolution fiduciaire et les plus grandes inventions	10
2.2. D'où vient la puissance des économies de référence ?	11
3. LE SOCIALISME ET LA TRANSITION ENTACHÉS PAR L'INFLUENCE CLASSIQUE	15
3.1. Chronologie des principaux évènements de la mise en place de l'économie de l'URSS	15
3.2. Principes du passage au socialisme	15
3.3. L'expérience socialiste dans la réalité. La création monétaire	16
3.4. Les réformes de la transition	18
4. QUE REFAIRE ?	20
4.1. Qu'est-ce qui est « capitaliste », « non-socialiste », la marque d'une société encore au stade inférieur à révolutionner ?	20
4.2. Partant du socialisme tel qu'il a existé, qu'est-ce qui est positif, qu'est-ce qui est à réformer ou à rattraper ?	21
4.3. Le défi de l'opulence ouverte et de la démocratie élective	22
4.4. Quelle révolution pour l'essentiel ?	23
CONCLUSION : À RÉFORMER D'ABORD LA SCIENCE ÉCONOMIQUE	24
BIBLIOGRAPHIE	24

INTRODUCTION

« Selon cette définition, la notion de transition est d'une simplicité enfantine : c'est le chemin qui mène les économies planifiées à l'économie de marché. » Cette remarque, formulée dans un ton critique, est d'Andrès November, dans l'ouvrage qu'il a coordonné : *Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition*, publié par l'IUED (Institut Universitaire d'Etudes du Développement) de Genève¹, et que nous prendrons comme principale référence, à l'appui de la présente étude. Le noyau dur de la pensée dominante a fixé les concepts en ces termes : économie planifiée *versus* économie de marché. D'autres positions, bien que partageant le même fond théorique, n'acceptent pas la conception orthodoxe qui soutient cette idée ; nous venons de citer Andrès November. Nous privilégierons les analyses figurant dans son ouvrage.

Notre sujet est à titre principal la connaissance des expériences socialistes et de la transition, mais elle ne peut être isolée de celle de l'économie « capitaliste » servant de référence, ni de celle des pays en développement (PED), et c'est le développement du monde dans son ensemble qui nous préoccupe. Les expériences socialistes constituent la plus grande tentative de révolutionner la destinée humaine, étant donné les maux immenses ; mais elles ont été obligées de se réformer, voire de revenir en arrière selon certaines interprétations, visibles dans la définition de la transition qui vient d'être notée.

L'hypothèse avancée ici est que le noyau dur, simplificateur, des analyses dominantes, mais aussi les « rebelles », sont des analyses classiques, au sens qu'il faut définir. Ils le sont concernant toutes les sociétés. Leur fond partagé a continuellement exercé de l'influence négative dans les difficultés des expériences socialistes comme dans celles de la transition, i.e. des réformes des pays dits en transition. Le fait principal pour nous est cette emprise d'une théorie classique. Nous aurons donc à définir dès le premier pas celle-ci, ce qui oblige à observer en même temps une réalité qui donne sens à cette définition. Ensuite il s'agira de confronter la réalité et la représentation de l'économie centrale ou « capitaliste », celles de l'économie socialiste, de la transition, et de nous ouvrir aux questions de choix de société.

1. LES ANALYSES DOMINANTES ET LEUR NATURE CLASSIQUE

Quand elle se représente pour l'essentiel le monde économique (naturel, libre, capitaliste, standard), la théorie néoclassique, dominant la science économique, part de la réalité très simple que tout agent économique contrebalance ses plaisirs et ses peines, ses gains et ses pertes. Il cherche le maximum de satisfaction par le minimum de coût. Il amène cette disposition pour rencontrer les autres agents économiques. Entre eux va s'établir un équilibre de leurs dispositions respectives, qui se matérialisera par les quantités de biens et services à offrir et à demander et les prix de ceux-ci. Il y aura des équilibres partiels autour des différents produits et services producteurs et un équilibre général mettant en rapport tous les produits et services, parce que les offres et demandes sur chaque produit ou service sont liées aux autres produits et services et autres demandes et offres.

¹ Andrès NOVEMBER, Voies multiples et incertaines de la « transition », in Andrès November (sous la direction de), *Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition*, *Nouveaux Cahiers de l'IUED* (Institut Universitaire d'Etudes du Développement) – Genève, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001, p.15. L'auteur s'est référé à GUILHOT Nicolas & SCHMITTER Philippe, « De la Transition à la Consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, numéro spécial, vol. 50, n°4-5, août-octobre 2000, p.579

La théorie de l'équilibre général walrasien (TEGW) que nous résumons ainsi est la représentation du monde la plus affirmée, celle du noyau dur des analyses dominantes. « La théorie de l'équilibre général walrasien... est aujourd'hui la théorie générale de l'économie de marché. »¹ Ghislain Deleplace qui fournit cette précision explique en même temps : « La démonstration formelle de l'existence d'un équilibre général concurrentiel, établie par Kenneth Arrow et Gérard Debreu en 1954, a été décisive dans le processus d'unification de l'analyse économique dominante. C'est ce qui a conduit à parler de ce « monde à la Arrow-Debreu » comme d'un « camp de base » de la science économique ...»²

Mais comment les agents économiques arrivent-ils à bouger, produire et s'exprimer sur le marché ? C'est une question qui n'est pas posée dans les théories orthodoxes. En fait elles ignorent qu'il existe objectivement la nécessité d'un facteur dynamique pour que les agents arrivent à agir, offrir ou demander. Elles ont la conception que ces agents s'activent du seul fait de leurs besoins, de leur rationalité à éviter la désutilité, de la logique de la confrontation de ces dispositions, soit « les forces du marché ». Le problème en fait n'est pas que la société normale soit de marché ou non, mais que les classiques se représentent ce marché sans facteur dynamique, et pour dire clairement, sans la monnaie. Le passage vers « l'économie de marché » sera accompagné d'une ignorance de la monnaie, précisément d'une restriction financière. Par opposition, les conceptions anciennes, mercantilistes, associaient toujours le marché à la monnaie : elles constatent le problème de débouché, donc mettent en avant l'importance du marché, mais le marché fonctionne par la circulation monétaire. La pensée dominante veut insister sur l'opposition plan – marché, alors que le choix déterminant se trouve entre marché sans monnaie ou marché avec monnaie. En fait, même avec le marché, le plan est une nécessité objective en considérant toutes les contraintes (dont physiques, les limites des matières, les limites du temps de travail) qui interviennent dans la vie économique. L'opposition n'est pas entre plan et marché.

Comment donc les agents économiques arrivent-ils à s'activer, produire et s'exprimer sur le marché ? Cette théorie classique ignorant dans ses versions d'aujourd'hui le problème du facteur dynamique est partie en fait d'une première version (classique initiale) qui, tout en éliminant la monnaie, connaissait ce problème. Nous avons là le « camp de base » plus fondamental, derrière la TEGW. Il s'agit de la théorie selon laquelle c'est le capital qui est le facteur dynamique de l'économie marchande. Les agents produisent, offrent des services, obtiennent des moyens d'achats, demandent, fonctionnent à la Arrow - Debreu, parce qu'ils sont mobilisés par le capital. L'on a tendance à oublier que c'est là le postulat de cette théorie. Soit le schéma :

$$R \leftarrow T \leftarrow K$$

La richesse est produit par le travail, et le travail est mobilisé par le capital. Derrière l'idée de passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, la conception dominante repose en fait sur la vieille dichotomie économie socialiste et économie capitaliste. Pour le dire simplement, la transition reviendrait au triomphe de l'économie capitaliste, « ... puisqu'il [ce capitalisme] constitue désormais le fondement même du « système mondial » et du modèle de développement très spécifique qui lui est associé. Aucune analyse ne peut ainsi négliger le fait que, depuis cinq siècles, l'histoire du capitalisme est celle d'une formidable expansion planétaire, sans comparaison possible avec aucune autre expérience historique : aujourd'hui, c'est donc cette expansion qui commande à la fois la nature de la transition et celle du

¹ DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999, p.330.

² Ibid. p.329.

développement. »¹ Christian Comeliau, qui fournit ces précisions, fait partie des auteurs de l'ouvrage critique que nous avons annoncé privilégier. Nous le voyons ici - avec des réserves formulées à certain niveau certes - affirmer pour l'essentiel la position classique. Comment comprendre que ces propositions sont si relatives, qu'elles sont l'expression d'un choix de théorie, qui ne reflète pas la réalité ? Comment se rendre compte que nous venons de lire l'Histoire exprimée par la théorie classique, au sens large, que partage la plupart des économistes, qu'ils soient orthodoxes ou critiques de l'orthodoxie ? Comment saisir qu'elle laisse de côté bien de réalités, autrement plus importantes ?

1.1. La réalité et la théorie classique

Keynes attribue le premier usage du nom de théorie classique à Karl Marx, et il a eu d'abord et garde pour la plupart des économistes comme pour l'opinion un sens restreint, opposé par exemple à la pensée néoclassique. Keynes lui a donné un sens large incluant tout le monde, sauf – avec raison – lui-même. Différentes définitions, que nous n'allons pas chercher, existent aujourd'hui, mais c'est par rapport aux nécessités objectives des choses qu'il convient de trancher. Celles qui importent le plus parmi ces nécessités ne sont pas clairement exposées. Il faut remonter à Adam Smith pour les voir abordées, mais tout de suite aussi délaissées ; elles n'ont jamais été réellement traitées. Dans sa démarche, Adam Smith a posé que le fondement de la société marchande est la division du travail, et que l'objet principal de sa recherche était la manière dont les forces économiques, le travail, se mobilisent dans les conditions de la division du travail. Ces précisions étaient très importantes pour la science économique naissante, mais quel gâchis ensuite que celle-ci allait se développer en oubliant la première pierre !

La science économique est-elle parvenue à devenir une science ? Cette question qui hante les économistes et qui les pousse à développer des formes complexes sur des sujets de leurs inventions (tels dans la théorie des jeux) - cette question donc est mal posée et devrait plutôt être remplacée par les suivantes : y a-t-il un objet scientifique à étudier ? La science économique l'étudie-t-elle ? L'objet existe avant la science. Cela a été ainsi des phénomènes de la gravitation, de l'électromagnétisme, que des esprits pénétrants ont pu discerner, pour y fonder ensuite la science physique. Comparables aux lois de la gravitation et de l'électromagnétisme, ce sont les nécessités relationnelles issues de la division du travail - soit les nécessités marchandes - qui forment un autre grand objet qu'une science devait prendre en main. La science économique a-t-elle répondu à cette tâche ? C'est tout le problème.

En lui reconnaissant toujours ses mérites, ce qui importe lorsqu'Adam Smith propose qu'il faille du capital pour mobiliser les forces dans les conditions marchandes (de la division du travail) n'est pas cette réponse capital comme telle, mais l'existence d'une conditionnalité dans la dynamique de l'économie marchande. Les Mercantilistes disaient déjà qu'il faut la condition de l'argent. Mais encore une fois, notre fondateur a eu le mérite de poser que la conditionnalité vient de la division du travail, caractéristique de la société qui porte ou engendre le plus ses exigences relationnelles. A cet endroit, il est important de dégager clairement que la division du travail, qui doit - nécessité - s'accompagner d'échange, connaît immédiatement - une autre nécessité - une rupture dans les échanges, rupture prenant deux formes : la difficulté de vendre et la difficulté d'acquérir, soit le problème de débouché des Mercantilistes et le problème des avances de Quesnay. Il faut poser conceptuellement ces problèmes parmi les premières nécessités qui sortent de la division du travail.

¹ in Andràs NOVEMBER (sous la direction de), Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition, *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, op. cit. p.284.

Avec la rupture, la société marchande devient binaire : d'un côté il y a les forces réelles qui attendent à être mobilisées, de l'autre l'exigence d'un facteur dynamique. Cette binarité est matérialisée par la double compartimentation des actifs et du passif comptables, qui n'est pas seulement une invention instrumentale. Récapitulons :

Division du travail → échange, rupture → binarité → exigence d'un facteur dynamique

Ce sont là les premières nécessités, fondamentales et les plus exigeantes, de la société réelle connue des hommes, la société avec division du travail. Ce sont des nécessités liées objectivement et conceptuellement à la division du travail, mais non à telle ou telle zone géographique. Ces nécessités peuvent se dégager d'une lecture attentive d'Adam Smith. Elles forment ce qu'une science économique correcte devrait prendre pour première substance de son objet. C'est sur la réponse au facteur dynamique, à supposer que l'on puisse s'en rendre compte, que les deux choix théoriques se précisent. Et à ce niveau fondamental, l'économie ne connaît que ces deux choix : la théorie classique et la théorie monétaire si nous pouvons dire. Cette dernière désignation prêterait à confusion dans le contexte de la littérature économique existante, c'est pourquoi il faudrait parler de position mercantiliste et de Keynes – et même pas des Keynésiens. La théorie classique est celle qui énonce donc que c'est le capital qui est le facteur mobilisateur des forces économiques, soit schématiquement ce qui a déjà été vu plus haut : $R \leftarrow T \leftarrow K$, la richesse est produite par le travail, lequel est mobilisé par le capital. Le schéma est donc à la base des idées dominantes de la transition, telles que nous avons commencé à examiner. C'est un choix entre deux possibles.

Adam Smith a adopté à la naissance de la théorie classique cette position, et lui a élaboré ensuite tout un système de problèmes théoriques : répartition, prix, valeur. Son importance à ce niveau n'est pas qu'il ait proposé les meilleures formulations de réponse, mais que c'est lui qui a fixé le système de ces problèmes cardinaux classiques. Depuis, la science économique de base n'a fait que développer ce système. Le grand débat quand sont intervenus François Quesnay, Adam Smith, était celui qui les opposait aux Mercantilistes, lesquels privilégiaient le commerce, la circulation, la monnaie. Le système théorique smithien forme l'appareil argumentaire le plus élaboré pour combattre la pensée mercantiliste, et pour soutenir que la monnaie et l'État sont neutres dans la détermination de la richesse ou développement des sociétés. Le mercantilisme même, après l'échec de John Law, a été honni, la science économique ne s'est pas développée sur l'objet spécifique qui devait être le sien. Plus tard, l'idée de facteurs de production substituables des néoclassiques a écarté encore à sa façon la notion et la réalité de l'exigence de facteur dynamique. Pour la plupart, personne n'a l'idée claire que le schéma capitaliste précédent soit le postulat de base des croyances économiques dominantes, et même si on lui reconnaît un sens, il n'est pas évident qu'une espèce d'importance lui soit accordée.

Le schéma classique est faux : sur le plan macroéconomique, le capital - au sens initial précis de l'Economie Politique, au sens de passif comptable - n'existe pas. Au-delà des erreurs et oublis classiques, si nous prenons les relations marchandes à partir de celles de débouchés, nous obtenons les nécessités suivantes : les nécessités monétaires - celles de la présence de la monnaie et celles qui commandent l'existence de la monnaie -, ensuite les nécessités systémiques, parce que la monnaie s'entretient au sein d'un système, global, avec les sous-systèmes ; viennent les nécessités de l'Etat et de la politique, parce que le système doit se

gérer centralement. Dans un¹ de nos écrits, nous avons schématisé la dynamique marchande objective de la manière suivante :

$$R \leftarrow T \leftarrow M, \text{Système, Etat}$$

Le travail est mobilisé par la monnaie, laquelle tire son existence d'un système, lequel est géré centralement par l'Etat. Nous entendons par système la totalité sociale, où toutes les composantes (sous-systèmes) sont interactives, se répercutent sur l'ensemble ; réciproquement l'ensemble détermine chaque élément. Dans l'économie marchande, avec cette rupture fondamentale qui la caractérise, la monnaie forme l'élément spécial de liaison, comme le sang dans le corps vivant. D'une façon particulière, le système doit ainsi se comprendre dans son interaction avec la monnaie et les finances, en impliquant bien entendu tous les rapports sociaux et physico-humains. Le système est le cadre des conditions de succès ou d'échec des décisions monétaires et financières, et réciproquement les actions financières qui réussissent renforcent le système dans son ensemble. Mais le système, le tout, comprend des composantes innombrables. Il convient en particulier de retenir outre le sous-système financier, les sous-systèmes physiques variés - de quoi sont composés nos sous-systèmes alimentaires, énergétiques, etc. -, les sous-systèmes de la vie politique. Cette évocation nous permet de comprendre que la vie économique complète, dans son cadre systémique, est commandée fondamentalement par trois grands ordres de nécessités : les nécessités marchandes (que spécifiquement la science économique doit élaborer), les nécessités physiques, les nécessités de la raison.²

Il faut considérer ensuite la problématique centrale du système, que dans notre *Court Traité du Développement*³, nous avons définie comme étant l'interaction de ce système (comme tel) avec la politique étatique et la création monétaire : à quelles conditions étatiques et monétaires le système se développe-t-il ? A quelles conditions systémiques la création monétaire réussit-elle et l'économie progresse-t-elle ? *Le principe moteur de la société*. Pour les classiques, le cœur de la dynamique de la société revient à l'accumulation de capitaux, soit : A - M - A' de Marx⁴, l'accumulation à l'échelle mondiale de Samir Amin. Tout s'expliquerait autour de l'accumulation du capital : le progrès comme l'exploitation de classes, la richesse comme la misère des hommes. Ce que nous proposons ici revient à constater que dans la réalité le moteur central est plutôt le rapport de soutien réciproque entre la création monétaire et le développement du système ou de la totalité physico-socio-politique.

1.2. La dominance classique et ses caractères

La dominance de la théorie classique présente différents caractères : elle est générale, spontanée, cachée, déviante, conséquente. Spontanée, parce que la vie de chacun est

¹ MANDRARA Thosun Eric, Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations* (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.

² Le développement sur ces trois ordres de nécessités a été proposé dans notre étude : Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations* (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.

³ MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan 2003

⁴ A - M - A', argent - marchandise - argent, est ce que Marx appelle la formule du capital.

microéconomique d'abord. A ce niveau, le capital, un fond provenant d'un effort d'accumuler, est nécessaire et réel. Toute entreprise a un passif comptable, qu'elle tienne formellement une comptabilité ou non. Mais au niveau global, aucune nation ne s'est jamais développée par l'effort d'accumuler son facteur mobilisateur. Toutes les nations se sont développées par actes arbitraires de créations monétaires à titre de facteur mobilisateur. C'est un fait. Conceptuellement, le capital au sens où le pose *La Richesse des nations* n'a pas de réalité au niveau d'ensemble. Matériellement, il n'existe pas de statistiques nationales de capitaux. En somme, il n'existe pas de continuité entre la micro et la macroéconomie. La connaissance s'obtient par conquête. Il a fallu attendre Keynes pour arriver à l'idée de distinguer l'économie dans ses segments individuels et dans sa globalité. Mais la science économique ne suit pas ses découvertes. L'opinion comme la plupart des économistes ont du mal à se départir de la pensée classique.

La dominance classique est cachée : ce n'est pas tout le monde qui aurait constamment le concept de capital dans l'esprit. Beaucoup nieraient même de raisonner ainsi. Mais même ignorées, les contraintes objectives poursuivent toujours, l'exigence d'un facteur dynamique s'imposera ; dans le flou, le besoin d'argent, le concept d'accumulation, ou une rébellion contre eux viendront prendre forme. La dominance de la théorie classique désoriente la connaissance économique : aussitôt après Adam Smith, elle ne s'est plus développée que sur les problèmes cardinaux conséquents de son choix crucial. La conséquence en était que les grands débats lors de la mise en place de l'économie socialiste allaient se bloquer sur la signification de la valeur dans le nouveau régime, au lieu de traiter l'économie financière.

2. LES RÉALITÉS QUI ÉCHAPPENT À LA CONNAISSANCE CLASSIQUE

Comment se sont développées les économies de référence ? Se développent les économies qui arrivent à répondre aux nécessités marchandes, en particulier par la création monétaire et la réalisation du système qui la soutient. Une nouvelle économie, industrielle, moderne, se met effectivement en place à partir du XVIII^{ème} siècle. Tandis que pour l'expliquer Adam Smith, ses précurseurs, ses disciples échafaudent une théorie qui va prendre racine, cette nouvelle économie commence à donner l'élan à une formidable machine qui ne va cesser d'étendre la capacité de création monétaire, c'est la machine fiduciaire. Une révolution fiduciaire avait été initiée. Notre ouvrage *Court Traité du Développement* a insisté sur la réalité de la révolution fiduciaire, occultée par la connaissance économique dominante.

Depuis, l'Histoire, l'opinion vont parler d'une économie capitaliste industrielle qui se serait implantée et se développe. Les successions d'économistes n'ont cessé de parler des évolutions de cette économie capitaliste, tandis que la révolution fiduciaire avait continué à sortir les vertus immenses qu'elle recèle. L'influence de la doctrine classique signifie absence de théorie, de conscience de la réalité. Dans les régimes dominants nous avons pour l'essentiel une pratique sans conscience, dans la spontanéité, de laquelle découle l'anarchie. Les succès et échecs des entreprises sont hasardeux. Dans l'anarchie, les exploitations et inégalités sociales, la colonisation... - dans l'anarchie donc, l'économie centrale de référence va s'épandre selon la logique de ses nécessités objectives, qui sont mal connues. Les maux de cette économie l'obligeront tôt ou tard à se révolutionner.

2.1. La révolution fiduciaire et les plus grandes inventions

L'historiographie a l'habitude de parler de révolutions politiques, révolution industrielle, révolution scientifique, révolution technologique, mais pas de révolution fiduciaire ni d'inventions financières gravitant autour de celle-ci. Si l'on pose bien la chaîne des valeurs ou la hiérarchie dans les nécessités des choses, il ne doit laisser aucun doute que la révolution fiduciaire soit la plus grande et que les institutions formées dans son déroulement constituent les inventions les plus importantes de l'ère moderne. Ce sont elles d'abord qui ont permis de mobiliser, favoriser les industries ensuite, les inventions techniques. La révolution fiduciaire a fait passer l'humanité à une autre monnaie, et que cette autre monnaie lui permet de procéder à des créations monétaires sans commune mesure avec ce qui existait auparavant. Le système fiduciaire est un système complexe de création monétaire ; à l'encontre de la théorie classique, il doit être entendu qu'il n'est pas à titre principal un système de circulation de capitaux, que ne pourrait pas avoir par exemple une économie socialiste en reconversion, qui manquerait soi disant de base capitalistique.

Les inventions fiduciaires - appelons les ainsi - sont apparues au sein d'un processus continu d'innovations. Il faut considérer les effets combinés du système bancaire à étages, de la monnaie de règlement final élastique¹ (monnaie fiduciaire), des bourses, des sociétés par actions. Le système bancaire stratifié (avec une banque centrale) permet l'existence de la monnaie élastique. Sur la base de ces deux institutions, les banques primaires font aisément des crédits, leurs prêts sont plus faciles encore pour les sociétés par actions, parce que contrairement avec les entreprises personnelles, elles peuvent ici transformer à loisir leurs créances non remboursées en actions de participation et les récupérer en bourse, elle-même élément important du dispositif². Les inventions ont pour substances la combinaison comme telle de ces éléments, les techniques de leur mise en œuvre, de leur fonctionnement, la mise au point d'instruments, de modes d'emploi variés, les adaptations successives dans tous les échelons du système. Les changements ont dû se dérouler concrètement par des innovations par petites touches sur des institutions apparemment vieilles mais que l'on replace dans de nouvelles combinaisons, avec une nouvelle signification. Les sociétés ou compagnies étaient rares auparavant, et le pouvoir politique les réglementait fortement, étant donné le danger qu'elles représentent pour lui, en tant que regroupement de puissance économique. Par la maturation du système, on a été poussé à relâcher : bientôt les sociétés ne sont plus créées sur autorisation de lois ou ordonnances, mais par des licences réglementaires, et plus tard sur simple déclaration des fondateurs.

Les inventions fiduciaires ne peuvent pas être datées d'une manière précise, car prises séparément, les banques, les circulations de papier, la bourse, les sociétés ou compagnies existaient depuis longtemps. Mais leur combinaison, leur mise en synergie, la nouvelle structure bancaire et finalement le nouveau visage et la nouvelle signification de ces institutions sont des réalités totalement nouvelles. Ce système, dans sa nouveauté, s'est forgé durant le déroulement de la révolution en question, il n'existait pas auparavant.

¹ Le mot est de Charles RIST.

² Voir les explications de HILFERDING, dans *Le Capital Financier*, Les Editions de Minuit, Paris, 1970, à la page 180 notamment.

2.2. D'où vient la puissance des économies de référence ?

Elle vient, avec la révolution fiduciaire, d'une capacité de création monétaire sans pareil dans l'Histoire, s'appuyant sur la puissance de l'Etat et sur un système qui domine le monde. La puissance des Etats centraux se matérialise par leurs dépenses budgétaires qui, rapportées au PIB, ne souffrent d'aucune comparaison de la part des autres pays. Le discours orthodoxe aujourd'hui fonde la puissance de l'économie de référence sur la liberté du commerce ; à la fois parce que ce serait un régime de liberté avec effacement de l'intervention publique, et ce serait un régime de marché. Certes d'abord, l'économie de référence répondrait mieux aux lois objectives issues de la division du travail, où l'échange est une nécessité fondamentale. Des économies où l'échange peut se développer fonctionnent beaucoup plus conformément à l'ordre des choses, elles réussissent mieux. L'économie socialiste qui avait suspendu l'échange fonctionne moins bien. La transition qui a voulu retrouver le marché, mais en restreignant les finances, continue à répondre aussi mal aux obligations des choses. Encore une fois, il ne s'agit pas seulement d'économie de marché, mais d'abord de la nécessité de la création monétaire dans cette économie de marché. Le problème est toujours l'influence classique, la pratique occidentale fonctionne autrement que la représentation classique, là est l'essentiel. L'économie socialiste et la transition ont été trop marquées par celle-ci, contrairement aux nécessités objectives, elles ont moins bien réussi.

Le discours classique fondamental fait reposer la vigueur des économies avancées principalement sur l'effort d'« accumulation ». Les régimes socialistes pensaient relever le défi sur la base de taux d'épargne, en exhortant souvent au sacrifice dans cet ordre. On s'imagine la richesse comme inexistante au départ et qui s'accroît peu à peu en faisant des petits qui s'accumulent. Une simple explication par l'accumulation ne permet de comprendre le budget inaccessible du gouvernement des Etats-Unis et sa capacité de mobilisation que l'on ne peut rivaliser. La réalité est plutôt que les peuples recèlent des potentialités insondables, mais qui d'ordinaire restent dormantes. On les active suivant la capacité de création monétaire, et les économies dominantes l'ont poussée toujours plus loin.

La création monétaire, dans le passé comme à l'époque moderne, repose sur un système ou plus exactement fait partie d'un système. Les financiers ont l'habitude de penser que la réussite de leurs décisions dépend du respect des règles prudentielles, de la confiance, etc. Objectivement, le garant de l'action financière est tout le système. L'Angleterre faisait progresser son système fiduciaire en même temps que son système impérialiste, la colonisation, la mainmise sur des territoires de plus en plus vastes, sur des matières premières, des variétés de produits.

La logique classique conçoit la colonisation par l'exploitation de capitaux ; mais alors, les « capitaux » des pays centraux, tout le monde les désire ! L'opinion regrette même que les investissements restent davantage au Nord. La réalité effective est loin des esprits. La colonisation est en fait le placement par le colonisateur des autres dans son système. Les pays ainsi placés sont devenus des espaces passifs absolument commandés par les monnaies des puissances, et donnant force à ces monnaies. Un héritage historique qui n'a jamais été remis en cause fait que tous les PED n'ont pas vraiment de monnaie autre que les grandes devises connues. Les colonies ont principalement le rôle de garantir la réussite des créations monétaires centrales, en étant déversoirs des incohérences, toujours à disposition, grands réservoirs de matières et services modérateurs de prix, peu demandeuses. En particulier, à côté de salaires ouvriers traditionnellement inégaux, les colonies jouent le principal rôle de modératrices de prix auprès d'un pôle qui n'a pas de réel critère de dosage de ses libéralités

financières. Aujourd'hui encore, les fournisseurs de sources primaires de métaux demeurent les parents pauvres face aux effets financiers des envolées du pétrole.

Sur la base d'un système avec autant de deversoirs d'incohérence, les économies centrales peuvent fonctionner dans l'incontrôle apparent, la liberté de circulation financière, l'absence apparente de gestion physique des matériaux rares (voir toutefois la notion de réserves stratégiques). Les idéologies classiques renforcent l'apparence en forgeant des concepts qui présentent l'économie de référence uniquement dans certaine image : des économies standard, libérales, ouvertes, riches toutes seules. Les économies socialistes en réformes se donneront l'illusion d'aller à leurs pas en affichant un choix suivant ces qualifications.

La colonisation se perpétue par héritage structurel : la configuration des systèmes physiques de la plupart des pays est profondément ancrée sur des biens que le dollar ou autres devises fortes active. Exemple, un pays sous-développé moyen a des contraintes énergétiques réclamant du pétrole, les pétroliers n'acceptent encore comme monnaie de contrat que le dollar, parce que leur structure économique a besoin d'éléments physiques ou moraux qui s'activent par le dollar à titre principal. Le PED moyen se trouve dans la contrainte d'acquérir les devises fortes et cèdera en contrepartie ses éléments physiques de cette manière obligatoirement. C'est la structure physique de l'économie qui fonde d'abord le système en place. Ce système est ancré ensuite sur le fait social : les classes dominantes dans la plupart des pays sont conservatrices et ne veulent pas remettre en cause la structure établie. Le troisième ancrage important est l'emprise de la doctrine classique : les PED ne peuvent s'engager dans une politique économique moins dépendante des monnaies extérieures, parce qu'ils n'ont même pas l'idée de création monétaire à réussir, d'initiative financière à prendre, ni l'idée d'un système à gérer en correspondance. Les ancrages physiques et sociaux du système colonial n'ont rien d'absolu, ils peuvent être surmontés du jour au lendemain par un Pouvoir qui le veut. C'est l'ignorance, l'emprise de la doctrine classique, qui garantit en premier la puissance des « pays capitalistes ».

Une analyse « rebelle » qui ne peut échapper à l'influence classique. Au sein de l'étude de l'IUED consacrée à la transition, nous lisons chez Guy Bensimon : « Ce ne sont pas les institutions qui façonnent les comportements, mais les comportements qui engendrent les institutions qui leur sont adéquates. Pour le dire autrement, l'organisation capitaliste est le reflet d'un matériau humain de qualité déterminée, de type occidental, laquelle organisation contribue à son tour à reproduire ce matériau. C'est là le contenu réel de l'économie de marché. »¹ Nous sommes à la question d'origine des institutions ; alors, que répond Bensimon ? D'où viendraient les institutions financières modernes ? Non seulement nous ne voyons pas dans sa réponse les nécessités issues de la division du travail, mais il avance un principe que nous n'exagérons pas à qualifier de métaphysique : « matériau humain ». Le concept de matériau humain, et la façon dont l'auteur l'explique incitent même à glisser sur le concept de matériau génétique. « Le capitalisme... est le fruit d'un long processus historique de sélection d'un matériau humain apparu principalement en Europe occidentale... »². Les matériaux humains sont déclarés dissemblables d'une zone géographique à l'autre. Celui qui aurait engendré les institutions financières modernes serait spécifique à l'Occident.

¹ Guy BENSIMON, « La forme historique et le processus réel de la transition : quelques leçons pour le développement » in Andràs November et co-auteurs, *Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition*, op. cit. p.125

² G. BENSIMON, Ibid. p.124

Il y aurait, à la lecture de la suite du texte, trois catégories d'économie foncièrement incompatibles, dont celle des PED, avec des matériaux humains incompatibles pour longtemps, car en plus « la réalisation de relations [le matériau] requiert du temps, et ce temps est d'autant plus long que les relations sont complexes ; or le fonctionnement normal d'une société impose une limite supérieure au temps moyen de réalisation des relations : cette limite est d'autant plus basse, pour une population donnée, que la société est développée et complexe. »¹ Une telle analyse semble avoir des difficultés à sortir des particularités et à se hisser à l'universel. Elle oblige même à rappeler le Montesquieu des Lumières du XVIIIème siècle : « J'ai d'abord examiné les hommes ; et j'ai cru que, dans cette infinie diversité de lois et de mœurs, ils n'étaient pas uniquement conduits par leurs fantaisies. J'ai posé les principes ; et j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes, les histoires de toutes les nations n'en être que les suites, et chaque loi particulière liée avec une autre loi, ou dépendre d'une autre plus générale. (...) Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, mais de la nature des choses. »²

Au-delà des particularités, il y a donc les nécessités marchandes, liées à la division du travail, mais non aux catégories géographiques. Le sort d'une société dépend de sa manière de répondre à ces nécessités. Ces manières seront particulières et chacun aura ses particularités, dues en même temps à d'autres facteurs. Les particularités ne sont pas sans importance ; mais pour ce qui est de la dynamique sociale, sont plus déterminantes ces nécessités marchandes issues d'une réalité fondamentale connue par tous, la division du travail. Les banques à structure échelonnée, avec une banque centrale, sont une nécessité aussitôt qu'on entre dans une économie bancaire fiduciaire. Ce n'est pas particulier à telle ou telle zone géographique. Le Japon a été poussé à cette structure. Dans les pays sous-développés qui n'ont pu construire leur système financier de leur initiative, la banque centrale a une existence formelle, toutes les nécessités n'ont pu jouer et les institutions ne peuvent avoir les configurations, le fonctionnement ni les effets comme elles en ont dans les pays de référence. La raison n'est pas leur appartenance géographique, mais le fait qu'ils ne parviennent pas à entrer dans le processus qui répond aux nécessités marchandes.

Analysant le matériau humain de l'Occident qui serait à la base du « capitalisme » et des institutions financières qu'il voudrait réserver à ce « capitalisme », Bensimon tombe sur quoi ? L'homme weberien ! « Ce matériau, caractérisé par un haut degré de qualification et de professionnalisme... A l'origine du capitalisme, on ne trouve donc pas des « *spéculateurs, des risques-tout sans scrupules, des aventuriers tels qu'il s'en rencontre à toutes les époques de l'histoire économique, ni même simplement de grands financiers* », mais des « *novateurs [...] élevés à la dure école de la vie, calculateurs et audacieux à la fois, des hommes avant tout sobres et sûrs, perspicaces, entièrement dévoués à leur tâche, professant des opinions sévères et de stricts principes bourgeois.* »³. En réalité, ce n'est qu'une reprise de l'image de « la sage conduite des particuliers accroissant dans le silence ce capital » d'Adam Smith⁴. Voilà la théorie classique qui se dévoile plus ouvertement. Toutes les subtilités d'analyse sont développées pour tenter de démontrer que l'on propose autre chose, mais pour retrouver en fin de compte de bonnes vieilles formules caractéristiques, parce qu'ici l'auteur s'est mis à l'effort de fouiller le fond de ses choix, et quand on va au fond, il y a peu de chance que les « personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous » - l'expression est de

¹ G. BENSIMON, Ibid. p.114

² MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Garnier Flammarion, Paris 1979, Tome 1, Préface, page115

³ G. BENSIMON, Ibid. p.125. En italique : Citations de Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris Plon 1964, p.71

⁴ SMITH Adam, *La Richesse des Nations*, édit. Gallimard 1983 p.179

Keynes - ne retrouvent certains argumentaires de base. On échappe difficilement à la pensée classique. En plus, nous constatons comment, dans le total oubli, Adam Smith exerce une influence inexpugnable derrière toutes les idées sociales que l'on puisse formuler de nos jours.

Le Matérialisme Historique et la différenciation des sociétés. Nous pouvons comprendre la tendance à mettre l'accent sur les différences entre les sociétés comme une application du matérialisme historique, selon lequel les lois économiques sont rattachées aux modes de production. On a eu l'habitude de distinguer un certain nombre de modes de production, parmi lesquels le communisme et le capitalisme deviennent non seulement différents mais antagoniques et ne peuvent absolument pas se rapprocher. Nous ne pensons pas contredire le principe général du matérialisme historique, nier le fait que les lois économiques soient liées à des modes de production. Mais comment délimiter ces derniers ? Au lieu de dresser des murs entre les sociétés, il faudrait voir qu'une réalité de base les rapproche, la division du travail. Ou bien, s'il faut différencier, il y aurait d'abord à distinguer deux principaux modes, avec ou sans division du travail. Le second est hypothétique. Les sociétés connues connaissent toutes la division du travail. S'il faut ensuite différencier les sociétés à mode de division du travail, la possibilité est ouverte. Mais où se trouvent définies les lois les plus déterminantes ? La réalité est qu'elles ne se trouvent pas dans les caractères qui différencieront les sociétés à division du travail, mais au contraire dans ce caractère commun, la division du travail elle-même.

Comment différencier les sociétés à division du travail ? Avec troc ou avec argent par exemple ? Cette distinction est en fait illusoire, car la division du travail réclame nécessairement l'argent ; le troc provient de la difficulté à définir l'argent, il est momentané. D'une façon ou d'une autre, la société se définira des moyens d'échange, ou elle est bloquée. Mais si l'échange avec argent et avec troc ne forme pas un vrai critère de séparation sociale, l'état (état d'une société) monétisé ou non monétisé entraîne par contre des conséquences très grandes. Nous allons y revenir. Une autre différenciation pertinente des sociétés à division du travail mettrait d'abord en avant les formes de monnaies, ou étapes de progression de la monnaie. Ainsi, l'Histoire réelle a connu : des sociétés à division du travail avec des monnaies naturelles, ensuite des sociétés avec des monnaies de pièces frappées, enfin avec la monnaie fiduciaire. Où fonder les nécessités les plus déterminantes après ce dernier classement ? Encore une fois, pas dans ces caractères basés sur les formes de la monnaie, mais toujours sur le caractère partagé par toutes, la division du travail.

C'est en partant des nécessités de la division du travail que nous pouvons comprendre comment de grandes différences vont s'établir entre les sociétés qui arrivent à se monétiser et celles qui ne parviennent pas. Qu'il soit clair : c'est trompeur de penser que ces dernières soient des sociétés a-monétaires ; l'argent y est ardemment appelé, mais elles ont simplement des difficultés à se monétiser. Nous avons donc les pays développés, ayant des facilités à se monétiser et les pays sous-développés en position contraire. Ces deux catégories de pays ne forment pas deux mondes différents, avec des natures incompatibles, elles sont toutes des sociétés marchandes, à division du travail, mais la difficulté à se monétiser empêche les sous-développés à faire apparaître leurs potentialités de progrès.

3. LE SOCIALISME ET LA TRANSITION ENTACHÉS PAR L'INFLUENCE CLASSIQUE

Il est nécessaire de distinguer dans les expériences socialistes les principes foncièrement classiques qui ont été affirmés et les pratiques qui ont échappé à la logique de la doctrine. La transition, elle, a beaucoup plus appliqué à la lettre les préceptes classiques.

3.1. Chronologie des principaux événements de la mise en place de l'économie de l'URSS¹ :

- Déclenchement de la Première Guerre Mondiale : 28.06.1914, assassinat du prince héritier d'Autriche François Ferdinand ; 28.07, déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie ; 01.08, déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, 03.08 à la France ; 06.04.1917, déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne.
- 27.02.1917, Révolution de février à Saint-Petersbourg ; 06.11(24.10).1917, Révolution d'octobre ; 03.03.1918, Paix de Brest-Litovsk ; 11.11.1918 Armistice sur la base des 14 points du Président Wilson, dont l'annulation du traité de Brest-Litovsk.
- Printemps 1918 - Novembre 1920, guerre civile contre les armées blanches ; communisme de guerre jusqu'en 1921 ; début 1921, 10^{ème} congrès du parti communiste, adoption de la NEP, Nouvelle Politique Economique, après le discours de Lénine du 15 Mars 1921 ; série de décrets d'application en 1921² ; décembre 1922 fondation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS.
- Décembre 1920 adoption du plan d'Etat pour l'électrification de la Russie (GOELRO)³, élaboré par une commission dirigée par Gleb Krjijanovski ; février 1921 création de la commission du plan d'Etat (GOSPLAN) ; 21.01.1924, mort de Lénine, succession par la Troïka et Staline ; octobre 1928 début du premier plan quinquennal.

3.2. Principes du passage au socialisme

Les sources des principes. Les plus importantes sources sont évidemment les œuvres de Marx et d'Engels, les travaux et documents accumulés au sein des mouvements socialistes internationaux et en Russie. Dans son étude *L'Etat et la révolution*⁴, Lénine se réfère notamment au *Manifeste du Parti communiste*, à la *Critique du Programme de Gotha*, à *l'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat*. Le *Manifeste* énonce en particulier dix mesures qui « pourront assez généralement être mises en application », parmi lesquelles l'« expropriation de la propriété foncière », la « centralisation du crédit entre les mains de l'Etat ». Dans son étude, qui date d'août 1917, Lénine annonce une dictature étatique, la dictature prolétarienne, le centralisme démocratique.

Critique de la société de référence dans la trajectoire du choix socialiste. Faut-il bien souligner que la mise en place du régime socialiste a été une volonté de révolution, soit de changer radicalement en son contraire la société « capitaliste ». La caractérisation principale de celle-ci est le capital. Par essence, dit-on, le capital est exploiteur, se régénère et s'accumule sur la base de plus-value tirée sur les travailleurs. Le socialisme voulu se fonde

¹ La source de cette chronologie est à titre principal l'ouvrage de KINDER Hermann, HILGEMANN Werner, *Atlas Historique*, Librairie Générale Française / Stock, 1968.

² PROKOPOVICZ Serge N., *Histoire Economique de l'URSS*, Flammarion 1952, p.274

³ ABALKINE Léonide, *Comment est gérée l'économie soviétique*, Edit. Novosti, Moscou 1980

⁴ LENINE, *L'Etat et la révolution*, N.B. nous avons sous la main la version française publiée par les Editions en langues étrangères, Pékin 1970

donc sur l'appropriation sociale (Etat, collectivités, coopératives) des moyens de production. Le capital aurait ainsi disparu, parce que l'exploitation sociale, qui aurait été son essence aurait disparu. Mais aux entreprises on reconnaît désormais le fonds de dotation. L'idée d'accumulation, de progrès par l'accumulation de valeurs, demeure vivace même en bannissant le terme de capital. L'idée d'épargne est plus que jamais exhortée pour justifier les sacrifices. Il s'agira désormais d'épargne et d'accumulation socialistes. Lorsqu'on considère les principales idées qui ont présidé à l'édification de l'économie socialiste, telles par exemple dans la présentation synthétique de Wlodzimierz Brus, professeur à l'Université de Varsovie¹, il ressort d'une manière évidente la tendance à neutraliser la monnaie, à ignorer la nécessité de l'échange, l'importance des finances. Le rejet de la monnaie se comprend logiquement, parce que dans cette théorie la monnaie est prise pour une forme du capital. Le socialisme est ainsi conçu sans capital, sans monnaie, sans finances, sans marché. Profondément classique, la conception n'arrive pas à poser les nécessités objectives issues de la division du travail autres que les lois dans le genre « loi de la valeur ». En même temps que les nécessités monétaires, elle n'arrive pas à poser les nécessités de l'échange. La pratique répondra quand même aux nécessités monétaires, mais arrivera aussi mal à répondre aux nécessités de l'échange, et on aurait raison de dire que l'économie socialiste ignore le marché.

3.3. L'expérience socialiste dans la réalité. La création monétaire

Le nouveau pouvoir, en prenant tout en main, ne se contente pas de nationaliser les banques, il va les utiliser pour la création monétaire massive. La littérature économique est peu prolifique sur les pratiques financières réelles dans les expériences socialistes. L'Economie socialiste a répondu à sa manière aux nécessités objectives. Là est l'essentiel, et elle pourra se développer. Dans l'ouvrage *Court Traité du Développement*, nous avons fait état des chiffres de cette création monétaire jusqu'à la fin des années 1920, en nous basant notamment sur les travaux de Serge Prokopovicz. La question scientifique ne concerne pas la réalité de la création monétaire et de son caractère massif, mais l'attention que les chercheurs y accordent ou non. Par certain côté, les libéralités monétaires du nouveau régime ne faisaient que prolonger celles conséquentes de la Première Guerre Mondiale, qui étaient une pratique générale chez les puissances engagées dans ces hostilités, et qui allaient d'ailleurs bouleverser le système monétaire mondiale, faire supplanter définitivement la monnaie fiduciaire sur les pièces frappées. Cependant cette raison est insuffisante pour expliquer les faits d'alors. Il faut y ajouter par exemple une certaine reminiscence pour les papiers-monnaies très anciens, dans cet espace eurasiatique, qui a fait que par moment toutes les régions prenaient des initiatives d'émission.

La pratique soviétique a aussi été favorisée par l'idée de faire disparaître la monnaie. Cette idée a ainsi été formulée dans le paragraphe 15 de la partie économique du programme du Parti communiste de 1919 : « S'appuyant sur la nationalisation des banques, le Parti communiste russe s'efforce d'appliquer une série de mesures qui élargissent le champ des opérations commerciales sans règlement en espèces et préparent la suppression de la monnaie. »². Un auteur, L.N. Iourovski, dont les travaux ont aidé Prokopovicz, explique les circonstances de ce choix : « Le gouvernement soviétique édifiait un système économique dans lequel l'argent, dans le vieux sens du terme, n'avait pas de raison d'être. Et après quelques tergiversations, le gouvernement s'orienta carrément vers l'abolition de la

¹ BRUS Wlodzimierz, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Col. Economie et socialisme, édit. François Maspero 1970, p.36

² PROKOPOVICZ, op. cit. p.527

monnaie. »¹ Un ouvrage publié par le Commissariat des Finances (La révolution sociale et les finances, 1921, p.42) complète l'énoncé du Parti en la mesure pratique suivante : « Adapter notre activité et nos institutions à la nécessité, dictée par la guerre civile, d'utiliser en toute liberté le système d'émission fiduciaire pour déprécier progressivement la monnaie et la faire disparaître. »² Le principe de supprimer la monnaie devient un subtil machiavélisme, pour justifier une création monétaire qui s'autorisait toutes les libertés. Nous observons un socialisme qui dans la théorie élimine la monnaie et qui dans la pratique abuse de la création monétaire. A certains niveaux, les ressources physiques et humaines seront mobilisées directement, à d'autres niveaux, elles le seront par la création monétaire. La volonté de mobilisation directe partant des potentialités immenses des différents pays socialistes (URSS, Chine) constitue une force du système, en même temps elle compense les effets pervers d'une création monétaire qui n'a pas voulu mieux s'organiser. La théorie négative sur la monnaie et la pratique qui fait recours à l'abus monétaire ont toutes été des réalités objectives de l'expérience socialiste.

Création monétaire, plan, caractère impératif de l'ordre étatique. Les nécessités fondamentales obligent dans tous les cas à planifier, à s'appuyer sur l'ordre étatique, nous y reviendrons. Mais en plus ici, le régime socialiste n'a pas avancé dans un système financier développé et pour cause. La création monétaire prend des formes élémentaires d'émissions de billets, de versements en comptes à vue. La conséquence est l'amoncellement de monnaie liquide, non recyclée dans le système d'absorption financier, la menace permanente d'« inondation », de débordement sur le prix et le change ; d'où naquit une nécessité : celle de faire fonctionner l'économie réelle hors de cette liquidité. Alors le plan prend une impérativité sévère. Il n'est pas seulement une nécessité objective partant des nécessités fondamentales, il n'est pas seulement une imposition d'un choix doctrinal officiel, mais d'exigence de fonctionnement d'après les modes imparfaits de la création monétaire : une planification physique qui va jusqu'aux détails des vies individuelles, qui assigne physiquement aux agents ce qu'ils peuvent prendre sur le marché. Les nécessités et les idées *a priori* se sont conjuguées : avec l'amoncellement des liquidités, la contrainte était donc la difficulté de laisser s'exprimer le pouvoir monétaire détenu au sein de la population, sous peine de déséquilibre grave ; mais *a priori* il y avait la volonté de planifier, et dépasser la spontanéité de la circulation. Le troc était favorisé par la surliquidité, qui n'offrait plus de repères économiques certains ; il se comprenait aussi par l'influence de l'utopisme de Thomas More dans la doctrine socialiste, et par la conscience des potentialités physiques immenses : pourquoi ne pas les mobiliser directement ?

L'exigence de fonctionnement s'est conjuguée avec l'influence de l'orientation théorique. Profondément classique et n'arrivant pas à poser les nécessités objectives issues de la division du travail avons-nous dit, la conception tendait à suspendre les échanges, elle n'est pas orientée à combiner les créations monétaires avec toutes les formes des échanges dont a besoin le système financier moderne pour fonctionner. La compréhension classique a attribué la rapidité de l'industrialisation sous Staline aux plans quinquennaux, sans discerner l'action monétaire. Le monde se mystifia de ces plans. En fait, sur les nécessités objectives, c'est la monnaie d'abord qui mobilise pour exécuter le plan. Et toujours en second lieu, le plan dans sa forme sévère intervient pour canaliser les effets indésirables de cette création monétaire dans la forme qu'elle a prise. Par rapport au problème économique essentiel de mobilisation, le plan est le pendant de la création monétaire, au sein du système socialiste. Par la suite, on

¹ IOUROVSKI L. N., *La politique monétaire du gouvernement soviétique (1917-1927)*, Moscou 1928, p.76, cité in Prokopovicz p.528

² PROKOPOVICZ, op. cit. p.527, chiffres rappelés aussi dans *Court Traité* p.131.

attribua les difficultés des régimes socialistes à l'intervention de l'Etat en général, à la planification, aux déficits budgétaires. Cette fois la création monétaire est prise en compte mais négativement. En fait une analyse plus perspicace aurait seulement accusé la forme de celle-ci.

Le système socialiste réel sera donc marqué par ces caractères, pour l'essentiel : une création monétaire aux formes élémentaires, une monnaie en partie suspendue, des échanges et des marchés en porte-à-faux vis-à-vis des idées, la planification physique impérative, une démocratie à parti unique et la difficulté à entrer dans un système politique à alternance électorale. Avec la monnaie suspendue, naissent obligatoirement l'impression de manquer de liberté, une tendance à remettre en cause. Le décalage s'installe nécessairement entre la vision de l'Etat, qui veut garder sa puissance, en faisant marcher la machine vaille que vaille, et l'opinion qui voit l'imposition étatique comme une transgression à sa liberté. Dans le régime politique, la démocratie électorale aura ainsi difficulté à s'implanter.

3.4. Les réformes de la transition

Qui étaient les acteurs des choix des réformes ? Les dirigeants ne peuvent évidemment pas être contournés. Leur conviction allait permettre d'appliquer les propositions des institutions financières internationales traditionnelles. Car les mesures prises, celles de la transition, ont été initiées par ces institutions, en particulier elles rejoignent ce qui est connu comme étant le Consensus de Washington, appliqué par ailleurs dans les pays endettés du Sud. « Jeffrey Sachs, conseiller de Boris Eltsine entre 1991 et 1994, a préconisé exclusivement des mesures économiques pour accélérer l'introduction du marché, notamment la lutte contre l'inflation ainsi que la mise en place du marché proprement dit, par le biais de la privatisation et de la libéralisation du commerce et du prix, en attendant l'autocorrection opérée par les forces du marché... »¹ Andràs November a noté ainsi comment la « thérapie de choc » débarqua en Russie.

La restriction financière et le démantèlement du système. Ces formulations, bien qu'expressives, n'offrent pas d'emblée toute la signification des mesures prises par rapport aux nécessités économiques objectives. Le terme « lutte contre l'inflation » est captivante pour l'opinion, mais présente une autre clarté pour les avertis, il s'agit d'un euphémisme pour imposer la politique restrictive, la ponction monétaire et financière. En fait, toutes les mesures prises avaient pour principale signification d'arrêter l'initiative financière des Etats en réforme, tandis que le principal soutien à la création monétaire, le plan, avait été culpabilisé depuis longtemps. En somme, il s'agit de démanteler l'exercice de la souveraineté monétaire et son système permissif, et enlever ainsi la capacité à le reprendre.

Rapportons maintenant comment Joseph Stiglitz dans son ouvrage *La Grande Désillusion*² rend compte des réformes en Russie, en y adjoignant nos hypothèses. Nous lisons à la page 231 de notre exemplaire : « En 1992 ... la plupart des prix ont été libérés du jour au lendemain ». L'explication de l'auteur tenait à ceci : c'est une mesure logique à l'idée de passer à l'économie du marché. La conséquence en est alors l'hyperinflation. De là s'enchaîne la lutte contre l'inflation. « C'est ainsi que le premier pas de la thérapie de choc – libération instantanée des prix – a imposé le second : la lutte acharnée contre l'inflation. »³ Parmi d'autres faits les plus relevés par Stiglitz, nous notons : le taux de change surévalué. Notre

¹ Andràs NOVEMBER, Ibid. p.16

² Joseph STIGLITZ, *La Grande Désillusion*, édit.Fayard 2004.

³ Ibid. p.232

compréhension est la suivante : la politique déflationniste, restrictive, ayant paralysé les activités, la production intérieure répond très peu aux demandes. Il y a eu donc une pression sur la demande extérieure, de là apparut la tendance à la baisse du change, que l'autorité financière bloque délibérément par ailleurs. Le taux de change est surévalué parce que la pression sur les devises le pousse à la baisse normalement, et que l'autorité financière bloque « artificiellement » la tendance, au motif d'éviter les perturbations sociales.

De l'ouvrage toujours, nous constatons ensuite la conjugaison de trois faits : un taux de change surévalué, des financements extérieurs (prêts) généreux, pour soutenir le change, une libération « de la circulation des capitaux », soit la libre circulation financière extérieure. Notre compréhension revient à la suivante : ce sont des mesures logiques dans la conception classique. Le maintien du taux de change surévalué se justifiait par rapport à la lutte contre l'inflation, il y avait un fixisme sur le prix. La base de la croyance était que la Russie manquait de capitaux, qu'elle ne pouvait pas chercher à l'intérieur le soutien financier nécessaire, mais seulement dans les milieux internationaux qui ont des réserves de capitaux. De cette manière aucune idée ne venait à l'esprit qu'il y avait des pratiques d'initiative financière à apprendre dans la transformation de l'économie socialiste. La libéralisation financière extérieure s'explique par la logique d'attraction des capitaux.

La conjugaison des trois faits aura la conséquence que Stiglitz rapporte ainsi : automatiquement, ils poussent à la fuite des « capitaux ». La libéralisation des finances extérieures joue dans le sens de sortie de « capitaux », et la situation revenait à un tour de passe-passe : l'Etat emprunte, pour voir ses emprunts refiler dans les comptes extérieurs des privilégiés. « Nos propres prévisions ne se révélèrent qu'en partie exactes. Nous pensions que l'argent prêté pouvait soutenir le taux de change trois mois : il le fit trois semaines. Nous pensions qu'il allait falloir des jours, voire des semaines, aux oligarques pour le faire sortir en saignant à blanc la Russie : ce fut une question d'heures, et en quelques jours tout fut fini. »¹ Ce rapport concerne la crise de 1998. Aujourd'hui : « La Russie a connu après 1998 une poussée de croissance, fondée sur la hausse des prix du pétrole et sur les retombées positives de la dévaluation... »²

Concernant les pays en transition dans leur ensemble, « ... comme cela se passe souvent, on a perdu ses illusions trop tard... »³ L'illusion était celle d'une économie idéalisée par la théorie classique, celle pour ces pays d'accomplir « leur intégration dans une économie mondialisée... pour devenir une « société de performance »... des Etats « normaux ». »⁴ Objectivement les pays en transition ne peuvent fonctionner comme les pays de référence, encore moins en idéalisant les préceptes classiques. Ils ne peuvent du jour au lendemain diriger le système colonial en place, leurs monnaies ne peuvent immédiatement obtenir la prépondérance et leur ramener des quatre coins du monde les produits et services.

Ces réformes sont conséquentes de la dominance classique. Par influence classique, l'expérience socialiste voulait supprimer la monnaie, elle est allée toutefois à des créations monétaires massives. Elle y est allée mais en faisant peu de cas des échanges et du système financier, ce dernier considéré comme une émanation du capital. Les réformes subliment dans l'idée les échanges (marché), espèrent le développement du système financier ; mais toujours par l'influence classique, elles posent que les finances et l'entretien du marché soient le

¹ Ibid. p.243

² Ibid. p.220

³ Pavel SAVITCH, La transition à l'économie de marché : la politique ou les politiques, in Andràs NOVEMBER, op. cit. p.276

⁴ Andràs NOVEMBER, op. cit. p.26.

développement spontané, lent, du capital. Si l'URSS n'a pas légué de système financier, ce serait parce que d'après la conception non explicite elle n'a pas développé des capitaux privés, et pour cause. Sous le socialisme comme à la transition, mais selon la conception classique, le système financier complexe est constamment associé aux capitaux privés. Dominés par la pensée classique, les réformateurs ne pouvaient accéder à un scénario de solution de la surliquidité au moyen de la restructuration et du développement volontaire du système financier et des pratiques financières. La théorie classique ne prépare pas à la mise en place de ces pratiques par *a priori*. Dans le souci même de développer le système financier, la logique préconisera de commencer par privatiser l'économie, développer le « capital privé », pour que la pratique « capitaliste » fasse naître un secteur financier avec son marché. La réalité artificielle, volontariste, à l'origine du système dans les pays de référence ne peut être comprise au sein d'une telle croyance, ni au temps du socialisme ni au temps des réformes. Les conséquences des réformes - prix, endettement, misère, perte de puissance - et surtout du fait de la restriction financière, étaient certainement appréhendées par les dirigeants d'avant, mais ils ne pouvaient avoir la théorie pour convaincre, comprendre le fonctionnement du régime d'en face, et aller dans ce qu'il convenait de faire.

4. QUE REFAIRE ?

Si le point de départ est l'économie de référence, « capitaliste », qu'est-ce qui est avancé, qu'est-ce qui est à révolutionner ? Et partant du socialisme tel qu'il a existé, qu'est-ce qui est positif, qu'est-ce qui est à réformer ou à rattraper ? Reconsidérons d'abord les économies de référence.

4.1. Qu'est-ce qui est « capitaliste », « non-socialiste », la marque d'une société encore au stade inférieur à révolutionner ?

Cette marque n'est certainement pas le système financier en soi, ni les relations marchandes ou marché en soi, que les projets socialistes avaient imaginé devoir remplacer par le plan. La connaissance des contraintes marchandes doit faire admettre que le marché est conséquent de la division du travail. Il n'y avait pas à bannir le marché, le fait d'achat, vente dans la vie de la population. La monnaie n'est pas en soi le démon. Il fallait laisser la population diffuser l'argent créé du centre du pouvoir. Ces catégories-là sont des relations nécessaires issues de la division du travail, laquelle accompagne toujours les hommes quelles que soient les autres caractéristiques de leur régime d'organisation sociale. La réalité non progressive était plutôt le détournement par une oligarchie privée du système de création monétaire, c'est-à-dire de l'exercice concret du pouvoir. Le progrès humain, généralement parlant, est celui de la libération de la raison, collective et individuelle. La raison exige le respect de sa souveraineté ou le contrat social démocratique. Le progrès devait aller dans le sens du dépassement de l'accaparement privé du système financier, prolongement de la souveraineté. Mais en nulle façon ni le marché, ni la monnaie, ni le système financier en soi n'étaient en cause. L'emprise classique ne permet pas de poser le problème de cette manière.

La marque d'une société au stade inférieur n'est pas la propriété privée en soi. Le mal du « capitalisme », les inégalités essentielles, la domination sociale ne s'appréhendent pas par le capital, ni par les micro-appropriations privées (foncières, des biens physiques, des valeurs mobilières) ; ils se fondent d'abord au niveau global, dans l'appropriation privée du pouvoir politique, du pouvoir sur le système global, du pouvoir monétaire, des finances. La politique se prolonge dans les finances. Vouloir faire la révolution en s'accrochant sur les propriétés au

niveau de la société civile, mais sans aller dans la compréhension de l'importance de l'appropriation politique et financière, c'est se faire cacher la forêt par un arbre. Les micro-appropriations privées sont importantes dans les modalités de fonctionnement du système de création monétaire. Peut-on craindre, dans un jeu libre des micro-appropriations, des accumulations privées qui feraient apparaître des puissances privées capables de menacer le pouvoir démocratique ? Au temps de la monnaie métallique c'était possible, mais avec la monnaie fiduciaire et la connaissance correcte de l'économie politique, le pouvoir de la raison ne peut permettre une telle situation, il saura la transcender par des décisions politiques souveraines. D'une façon générale, l'autorité démocratique doit avoir la capacité de corriger les imperfections, partant de la connaissance que l'économie comporte des imperfections nécessaires.

La réalité générale qui oblige à révolutionner le régime de référence est son anarchie. Il fonctionne globalement en contradiction aux nécessités objectives, en tenant compte de toutes les nécessités, dont physiques et celles de la raison. Il répond pour l'essentiel aux nécessités marchandes, par la création monétaire, mais nous avons une pratique et une réalité sans théorie, avec des créations monétaires hasardeuses, sans explicitation des conditions réelles de leur succès ou échec, avec une exploitation sociale nécessaire, la colonisation, la perversion monétaire, l'emballage productiviste¹ cohabitant avec la massification de la misère, l'agression à l'écosystème... Au delà des nécessités marchandes, il y a à prendre en compte les trois ordres de nécessités, marchandes, physiques et de la raison. Une société supérieure exige un système cohérent, obtenu sans exploitation sociale, sans colonisation, en conformité aux trois ordres de nécessités.

4.2. Partant du socialisme tel qu'il a existé, qu'est-ce qui est positif, qu'est-ce qui est à réformer ou à rattraper ?

Objectivement, le défaut du socialisme n'était donc pas ses créations monétaires, bien au contraire, mais résidait dans le système de création monétaire. Il n'était pas le plan ; il existe des raisons objectives de garder et perpétuer le plan. Le mal n'était pas dans l'intervention de l'Etat ; la division du travail engendre des nécessités où l'Etat a sa place : il est le gestionnaire central du système, et la puissance des économies de référence tient aussi au rôle de leurs Etats. Le principal défaut du socialisme était d'abord l'influence classique, capitalistique, a-monnaire, et les conséquences de cette représentation sur la pratique et l'évolution de la réalité. Nous avons eu un socialisme conçu dans la théorie classique, dans la connaissance floue des nécessités marchandes (issues de la division du travail). Parmi les conséquences, nous avons le sous-développement du système financier, dans une pratique de créations monétaires pourtant intensives. La lacune la plus importante dont souffrait l'économie socialiste était ce sous-développement du système financier, il fallait le désigner comme principale réalité à réformer.

D'une manière générale, il fallait connaître les nécessités objectives, d'abord les nécessités marchandes, celles de l'échange : ne pas s'imaginer un projet de société supérieure sans échange, mais bien au contraire admettre normale une société où les agents vont échanger, commercer. Tenant compte des nécessités monétaires, il fallait suivre l'évolution de la monnaie, réaliser la révolution fiduciaire ; le mode de fonctionnement de la création monétaire fiduciaire est tout le système financier moderne, comprenant les jeux d'argent de la population, les jeux boursiers. Hilferding avait explicité avec pertinence les avantages qu'ont

¹ Ce problème a été traité dans notre étude *Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith*, op. cit.

les banques à travailler avec les sociétés par actions en liaison à la bourse¹, comment alors ne pas comprendre que tout le circuit revenait à des facilitations monétaires, au sens large ? Il manquait donc aux idées ayant poussé au socialisme la constatation pleine que la combinaison banque-bourse-société par actions, ainsi que la spéculation boursière elle-même, forment une modalité de création monétaire qui évite le recours à la planche à billets.

4.3. Le défi de l'opulence ouverte et de la démocratie élective

Le principal défi d'une société qui se veut supérieure est de constater dans les apparences les pays de référence avoir une économie ouverte, libre, avec une population libre de ses choix, libre de l'usage de son argent, peu de contrôle, en même temps étaler l'opulence. La compréhension classique attribue l'opulence à la liberté, à l'ouverture, à l'incontrôle. Les réformes, influencées par la doctrine classique veulent plonger dans le libéralisme, l'écartement de l'Etat, l'économie ouverte, en même temps que l'orthodoxie financière, afin de rattraper. Mais bien entendu c'est une grande erreur classique. Nous savons donc qu'objectivement, ce dynamisme dans l'incontrôle apparent des pays de référence est fondé sur une création monétaire incomparable, appuyée par un système colonial. Les pays socialistes vont dans le contraire de leur bien-être en le cherchant par la croyance classique.

D'abord, par les nécessités marchandes, ils ne peuvent pas progresser par la politique restrictive. Ensuite, s'ils veulent garder du dynamisme financier, ils ne peuvent pas le faire dans l'économie ouverte, n'ayant pas eux-mêmes une monnaie boomerang acceptée par tous les Etats, par laquelle de leurs actes de souveraineté monétaire ils feraient venir toutes les richesses du monde. Ils ne peuvent ouvrir et obtenir de résultats qu'en passant par les devises fortes déjà en place. Il y a le risque de plonger dans le système colonial, retrouver le statut de colonisé, à moins que l'on n'admette à l'avance que seuls les pays centraux traditionnels peuvent rester dans le statut de développés. Si les pays socialistes veulent garder l'initiative et avancer, ils n'ont pas à abandonner le plan. En fait, l'aspect financier ne remplace pas tout, le système physique doit aussi être géré, ses nécessités connues. Une construction ou reconstruction économique qui veut être supérieure ne peut viser le même paysage économique que les économies de référence, laisser la population croire qu'elle tend vers le mode de vie américain par exemple, pour qui tous les matériaux et services du monde semblent disponibles.

Le plan qui considère toutes les nécessités n'est pas celui qui va dans le détail de la vie physique des individus, mais un plan qui gère les grands équilibres globaux, touchant en particulier aux matériaux rares, à l'équilibre de la division du travail, au rapport travail/repos... Mais l'« équilibre » n'est pas a-monétaire. Cette planification devrait s'exécuter par les finances, les jeux financiers. Dans le contexte d'un dynamisme financier conforme aux nécessités des choses, le plan conduirait à une plus grande capacité de mobilisation, à plus d'inventivité encore, plus de combinaisons productives.

Le défi de la démocratie élective. Comment réussit-elle dans les pays de référence, mais pas dans les pays socialistes ? Il devrait être clair que sous l'emprise de la théorie classique, vote ou pas vote, le monde au centre et, avec lui, le reste ne peuvent changer, avec une oligarchie financière internationale qui doit continuer à dominer. Sous la même influence, le suffrage universel dans les pays socialistes remet en cause d'abord le manque de liberté apparent, les réformes feront dégringoler ensuite le niveau de vie, s'enchaînant à une nouvelle remise en

¹ Voir section 2 supra

cause ; on aura une démocratie au style des pays sous-développés. En Inde, cela marche mieux, parce que la population n'avait pas joui des richesses acquises dans les régimes socialistes, son attente est à un niveau plus bas ; le vote libre dans les pays socialistes met en danger le régime. Pour que la démocratie électorale puisse se passer sans menace constante sur les dirigeants en place dans ces pays - par laquelle ils n'en veulent -, il faut la connaissance pleine des nécessités, la compréhension de la nécessité du plan.

4.4. Quelle révolution pour l'essentiel ?

D'abord cette révolution commence par celle du savoir, comme nous venons de le comprendre encore, soit le passage à la connaissance de l'économie politique correcte, la compréhension des nécessités objectives de l'économie marchande et des nécessités des autres ordres. Elle comprend ensuite la révolution politique, le passage à la démocratie, laquelle ne se limite pas au droit de vote, mais exige la participation sous une forme ou sous une autre au pouvoir financier, voulant dire par exemple que les grandes décisions des autorités financières doivent traduire les expressions de volonté de tous les citoyens ; et il faut ici entendre par autorités financières non pas seulement le parlement, mais surtout les institutions qui décident des plus importantes parties des créations monétaires, comprenant le système bancaire. Le pouvoir financier, qui fait partie du pouvoir politique, ne doit plus être détourné par des intérêts particuliers dominants, il doit être l'expression de pouvoir de toute la population, sinon il ne faut pas parler de démocratie. Cette démocratie suppose la connaissance, la connaissance économique, celle des différents ordres de nécessités, des contraintes marchandes, systémiques, physiques, des exigences de la raison.

La connaissance des exigences de la raison, associée à la connaissance des contours (espace et limites) des espérances matérielles (nécessités physiques et marchandes), induira à faire admettre que le pouvoir est à partager, il n'y aura pas de création monétaire inconsidérée, ni de démagogie. Dans les limites des contraintes, la population jouira de grandes libertés, ouvertes par les espaces infinis, les catégories de matières et matériaux abondants, l'inventivité sans limite de l'esprit humain. Par enchaînement de nécessités facile à comprendre, le succès d'une réforme non classique des expériences socialistes obligera le régime dominant à se révolutionner, obligera à remettre en cause la connaissance économique classique dominante...

Etat et liberté. L'Etat ne disparaîtra pas, il accompagne toujours la division du travail, par le biais des nécessités monétaires et systémiques. La liberté, la satisfaction des besoins se réalisent par l'Etat. Un des besoins de la Raison est la liberté, sa souveraineté. Il y a à la fois affirmation de souveraineté individuelle et nécessité d'action en commun par l'Etat. Cette souveraineté individuelle exigera, alors, qu'elle participe effectivement à cet Etat, c'est le contrat social, c'est-à-dire la démocratie. Dans l'Histoire, au départ, les Etats qui ont fait progresser étaient des Etats monopolisés, monarchiques, oligarchiques. Le progrès est le progrès de la raison ; l'homme qui progresse, qui prend conscience de sa raison, qui la voit se libérer, exige le contrat social. Le progrès qui est celui de la raison est aussi celui de la démocratie. Toute dictature, même si elle réaliserait mieux la cohérence systémique, va à l'encontre du progrès, celui de la raison, qui réclame sa souveraineté. Le régime socialiste qui se réforme ne doit pas oublier cette nécessité objective. Une autre logique facile à comprendre est que la raison libérée, qui amènera la puissance aux entités humaines, fera ressortir son autre exigence qui est celle de l'universalité, de la paix. Elle amènera les hommes à rapprocher les démocraties qui se seraient forgées d'abord dans les frontières qui séparent. Ce serait le vrai sens de l'Internationale socialiste, de l'Etat universel, de la Paix perpétuelle.

CONCLUSION : À RÉFORMER D'ABORD LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Tout au long de cette étude, nous avons tenu à démontrer l'existence d'une théorie classique, sa fausseté, sa dominance, le caractère caché et conséquent de cette dominance. L'analyse inachevée est d'abord celle de départ, du temps des débats d'Adam Smith à l'encontre du mercantilisme, de Law. Elle est d'une façon générale celle de l'économie politique, bien engagée par Adam Smith mais vite déformée. La suite de l'économie politique s'est enfoncée dans les détails conséquents d'un choix erroné du fondateur. Perdue qu'elle est, on ne peut la sauver, puisque le nom même, la matière même de l'économie politique sont aujourd'hui honnis et bannis.

La responsabilité des économistes. Les économistes sont les premiers responsables, négativement parlant, de la misère des hommes, en faisant régner la conception classique, par leur conviction, le silence, la diversion, le détournement de la science dont ils ont la charge, leur égarement dans les micro-sujets, leur pseudo-scientisme. Ils ont à choisir s'ils se consacrent à défendre une idéologie, les intérêts particuliers dominants, ou faire avancer le savoir. Ils sont aussi les premiers responsables, au sens positif, en ayant l'autorité scientifique pour ramener à la correction, en surmontant la multiplicité, la dispersion, les diversions, en cherchant l'unité du tout, la hiérarchie des déterminations, la chaîne des valeurs, l'objet central de l'économie politique.

La démocratie électorale. Dans l'état actuel des choses, le système de référence connaît des votes non démocratiques qui garantissent la perpétuation de régime non-démocratique. Les votes ne sont pas ici démocratiques parce qu'ils sont ceux d'une raison qui n'est pas encore ouverte à toutes les dimensions de la souveraineté qu'elle devrait exiger ; le régime n'est pas démocratique, absolument parlant, en considération des questions financières. Les pays socialistes connaissaient des successions non démocratiques de pouvoirs qui n'ont pu garantir des régimes foncièrement plus démocratiques mais aux apparences oppressantes. Une fois encore, toutes ces remarques valent dans un monde foncièrement désorienté par la dominance classique, dominance ancrée sur le détournement de la science, le sous-développement du savoir, la dispersion, les diversions. « ...ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets... » (Lénine, L'Impérialisme).

BIBLIOGRAPHIE

- ABALKINE Léonide, *Comment est gérée l'économie soviétique*, Edit. Novosti, Moscou 1980.
- AMIN Samir, *Les Défis de la Mondialisation*, L'Harmattan 1999.
- BAILLY M. A. et co-auteurs, *John Kenneth Galbraith, L'ère de l'opulence et le libéralisme*, Revue Innovations (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), éditions L'Harmattan - Innoval, Paris, Déc. 2005.
- BELLAIS R. et co-auteurs, *Joan Robinson, Hérésies Economiques*, Cahiers d'économie de l'innovation, L'Harmattan 2001.
- BENSIMON Guy, *La forme historique et le processus réel de la transition : quelques leçons pour le développement*, in *Nouveaux Cahiers de l'IUED (Institut Universitaires d'Etudes du Développement)* – Genève, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001.

- BOUTILLIER S., The End of Capitalism. J.K. Galbraith versus K. Marx and J.A. Schumpeter, in Laperche B., Galbraith J.K., Uzunidis D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *Comment ont-ils réussi ? L'histoire des entrepreneurs du XVIIIème siècle à nos jours*, Studyrama 2002.
- BOUTILLIER S., FOURNIER C., *L'artisanat. La modernité réinventée*, Marché et Organisation. Cahiers d'économie et de gestion de la Côte d'Opale, L'Harmattan, Paris, 2006.
- BRUS Włodzimierz, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Col. Economie et socialisme, édit. François Maspero 1970
- CHMELEV Nicolaï, *La Pérestroïka vue par un économiste*, édit. Novosti, Moscou, 1989.
- COMELIAU Christian, Transition et développement : le risque de myopie, in *Nouveaux Cahiers de l'IUED (Institut Universitaires d'Etudes du Développement) – Genève, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001.*
- COMMISSARIAT DES FINANCES (URSS), *La révolution sociale et les finances*, Moscou 1921, cité in PROKOPOVICZ Serge N., *Histoire Economique de l'URSS*, Flammarion 1952
- DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999.
- ENGELS F., *Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat*, Edit. Sociales 1976.
- FMI, *Bulletin* du 02 août 1983.
- FMI, *Statistiques Financières Internationales*.
- GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968.
- GLASIEV Sergei, *Genocide*, Edit. Terra, Moscou 1998.
- GOGUEL D'ALLONDANS A., La crise de l'Etat social (en France). Le carré infernal : emploi/Chômage/flexibilité/sécurité, *Conférence au « Carrefour des Républicains »*, 9/6/2006.
- GUILHOT Nicolas & SCHMITTER Philippe, « De la Transition à la Consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, numéro spécial, vol. 50, n°4-5, août-octobre 2000.
- HILFERDING Rudolf, *Le Capital Financier*, Les Editions de Minuit, Paris, 1970.
- IOUROVSKI L. N., *La politique monétaire du gouvernement soviétique (1917-1927)*, Moscou 1928, cité in PROKOPOVICZ Serge N., *Histoire Economique de l'URSS*, Flammarion 1952
- IUED (Institut Universitaire d'Etudes du Développement), *Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, Genève, Presses Universitaires de France, Paris, Octobre 2001.
- KANT Emmanuel, *Fondements de la Métaphysique des Mœurs*, Lib. Delagrave, Paris, 1969.
- KEYNES John Maynard, *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, Payot, Paris, 1977.
- KIAMBU Jacques, *Télécommunications et politiques de développement au Congo-RDC, Afrique Contemporaine*, n°218, Bruxelles, 2006.
- KINDER Hermann, HILGEMANN Werner, *Atlas Historique*, Librairie Générale Française / Stock, 1968.
- KOLODKO Grigory et al., « 500 Days : Mandat Doveriya na 500 Dnei » (Credibility Mandate for 500 Days), *Associaciya*, n°4, 1990
- KORNAI János, *The Road to Free Economy, Shifting from a Socialist System : The Example of Hungary*, New York : W. W. Norton & Company, 1990a
- KOZLOV G. et co-auteurs, *Economie Politique Le Capitalisme*, éd. Du Progrès, Moscou, 1977.
- KOZLOV G. et co-auteurs, *Economie Politique Le Socialisme*, éd. Du Progrès, Moscou, 1977.

- LAPERCHÉ B., GALBRAITH J.K., UZUNIDIS D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- LAPERCHÉ B., UZUNIDIS D., What Happened to the Public Sector? Marketization and Financial Logic, in Laperche B., Galbraith J.K., Uzunidis D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- LAW John, *Considération sur le Commerce et sur l'Argent*. Cité par Charles RIST, op. cit.
- LENINE V., *L'Impérialisme, Stade Suprême du Capitalisme*, Editions en Langues Etrangères, Beijing, 1977.
- LENINE V., *L'Etat et la révolution*, Editions en langues étrangères, Pékin 1970
- MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan 2003.
- MANDRARA T. E., Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1)*, John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.
- MAO Zedong, *De la Contradiction*, Editions en Langues Etrangères, Beijing, 1968
- MARX Karl, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1975.
- MARX Karl, *Contribution à la Critique de l'Economie Politique*, éd. Sociales, Paris, 1972.
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Manifeste du Parti Communiste*, Editions en langues étrangères, Pékin 1970.
- MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Garnier Flammarion, Paris 1979.
- MORE Thomas, *L'Utopie*, Editions Sociales, La Dispute, 1997.
- NOVEMBER Andràs, *Du socialisme à l'économie de marché, errances de la transition*, Nouveaux Cahiers de l'IUED (Institut Universitaires d'Etudes du Développement) – Genève, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001.
- POUCHOL M., The Power of Large Companies, in Laperche B., Galbraith J.K., Uzunidis D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- PROKOPOVICZ Serge N., *Histoire Economique de l'URSS*, Flammarion 1952.
- RIST Charles, *Histoire des Doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie*, Sirey, Paris, 1951.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du Contrat Social*, Nouveaux Classiques Larousse, Paris, 1973.
- SAPIR Jacques, La voie du succès économique. Concurrence entre diverses approches et leurs implications normatives, in *Nouveaux Cahiers de l'IUED (Institut Universitaires d'Etudes du Développement) – Genève*, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001.
- SAVITCH Pavel, La transition à l'économie de marché : la politique ou les politiques, in *Nouveaux Cahiers de l'IUED (Institut Universitaires d'Etudes du Développement) – Genève*, Presses Universitaires de France – Paris, Octobre 2001.
- SÉDILLOT René, *Histoire des Marchands et des Marchés*, Fayard, Paris, 1964.
- SMITH Adam, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Gallimard, Paris, 1983.
- STIGLITZ Joseph, *La Grande Désillusion*, édit.Fayard 2004.
- TAYLOR Lance, « The Market Met Its Match », *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, n°1, August 1994
- UZUNIDIS Dimitri, BOUTILLIER Sophie, *Le Travail Bradé – Automatisation, Mondialisation, Flexibilité –*, coll. « Economie et Innovation », L'Harmattan, Paris, 2000.
- UZUNIDIS Dimitri, Le nouveau mercantilisme à l'heure de la mondialisation, in BELLAIS R. et co-auteurs, *Joan Robinson, Hérésies Economiques*, Cahiers d'économie de l'innovation, L'Harmattan 2001.
- VALIER Jacques, SALAMA Pierre, *Une Introduction à l'Economie Politique*, Maspero, Paris, 1979.

- WALRAS Léon, *Eléments d'Economie Politique Pure*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, Paris, 1952.
- WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris Plon 1964.
- ZAOUAL H., Ombres et lumières sur la richesse et la misère des nations, *Rencontres de Fès : une âme pour la mondialisation*, Fès, Maroc, 2-7 Juin 2006.